

Situation des familles roumaines de Cenon suite à l'incendie du squat 1 rue du Maroc.

Le collectif ci-après constitué des diverses associations, syndicats, enseignants, partis politiques et citoyens apporte son soutien aux familles roumaines de Cenon évacuées suite à l'incendie d'une pièce du squat situé rue du Maroc.

Depuis 2 ans, 46 personnes dont 25 enfants (1 nouveau né, 4 nourrissons et des enfants en bas âge) occupent cette maison, propriété de la Communauté Urbaine de Bordeaux, dans des conditions indignes (absence d'eau, d'électricité, de sanitaires, de chauffage...). Cette situation n'a pas évolué malgré les nombreuses sollicitations formulées auprès du maire de Cenon et de la Communauté Urbaine de Bordeaux par les associations et des enseignants des écoles où sont scolarisés les enfants. **Pour les associations et enseignants des écoles où sont scolarisés les enfants, cette situation reste inacceptable alors même que les collectivités locales (Mairie, CUB) et l'Etat se sont engagées dans la mise en place d'un outil (MOUS) destiné à répondre à cette situation sur l'agglomération bordelaise, dont nous attendons des résultats concrets et adaptés aux besoins des familles concernées.**

Nous dénonçons la façon dont ces 46 personnes se sont retrouvées sur le trottoir dans le froid dès 13h30 au démarrage de l'incendie. En effet, la maison a été immédiatement murée sans que toutes leurs affaires aient été récupérées. A 20h, le maire de Cenon et la directrice de la Direction Régionale de la Cohésion Sociale diligentée par le préfet ont quitté les lieux abandonnant les familles toujours sans solutions.

En effet, l'unique nuit d'hôtel proposée par la préfecture n'était pas adaptée à leur situation d'autant plus que le 115 ne pouvait prendre le relai, débordé par le nombre de demandes auxquelles il ne peut faire face chaque nuit (40 à 100 personnes refusées par nuit). En outre, le 115 n'est pas adapté à l'accueil des familles. [commentaire : qu'est ce que le 115 vient faire dans cette histoire ?]

Devant cette impasse humanitaire, les familles accompagnées par les associations ont décidé de se réfugier au gymnase Palmer de Cenon.

Aujourd'hui nous exigeons que les pouvoirs publics cessent de se renvoyer les responsabilités et qu'une solution locale **décente** adaptée soit rapidement trouvée prenant compte de tout le travail d'accompagnement des familles à l'accès aux soins, à la scolarisation des enfants et de l'important investissement humain des différents acteurs entrepris depuis 2 ans. L'ensemble des partenaires est déterminé à tout faire pour préserver ces acquis et les progrès significatifs réalisés tant sur le plan sanitaire, éducatif, scolaire et d'intégration.

Des solutions d'hébergement alternatif doivent être cherchées. Nous réaffirmons que le droit au logement est un droit fondamental pour tous et nous entendons faire respecter ce droit. **Nous rappelons que les Roms sont avant tout des citoyens européens et nous appelons à la reconnaissance de tous leurs droits, au même titre que les autres citoyens de l'Union Européenne.**

Signataires: LDH Aquitaine, RESF, MdM, SNUIPP, FSU, SOS racisme, FO transport33, NPA, Parti de Gauche, CNT, Romeurope.